

ROADMAP	
TITLE OF THE INITIATIVE	Social Business Initiative - Une Initiative pour l'entrepreneuriat social
TYPE OF INITIATIVE	X CWP • Non-CWP • Implementing act/Delegated act
LEAD DG – RESPONSIBLE UNIT	MARKT – B.1
EXPECTED DATE OF ADOPTION	Month/Year: Q3/2011
VERSION OF ROADMAP	No: 1 Last modification: Month/Year:

This indicative roadmap is provided for information purposes only and is subject to change.
It does not prejudice the final decision of the Commission on whether this initiative will be pursued or on its final content and structure.

A. Context, problem definition
<p>(i) What is the political context of the initiative? (ii) How does it relate to past and possible future initiatives, and to other EU policies? (iii) What ex-post analysis of the existing policy has been carried out and what results are relevant for this initiative?</p>
<p><u>Political Context</u></p> <p>Dans le cadre du Single Market Act, la Commission entend mettre le citoyen au cœur du marché unique. De nombreuses contributions, au premier rang desquelles le rapport de Mario Monti, ont souligné l'importance de réconcilier les préoccupations sociales et le besoin d'approfondir le marché unique.</p> <p>Le Single Market Act, qui devrait être adopté le 27 octobre, doit notamment annoncer la publication d'une initiative européenne pour l'entrepreneuriat social, qui définira les politiques nouvelles à mener dans ce domaine et annoncera des actions concrètes.</p> <p>La deuxième moitié de l'année 2010 et l'année 2011 constituent de bonnes opportunités pour progresser dans ce domaine:</p> <ul style="list-style-type: none"> – 2010 est en effet l'année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – La présidence belge accorde une grande attention à la dimension sociale – L'adoption d'une initiative dans ce domaine en 2011, sous présidence d'un nouvel Etat membre (Hongrie/Pologne), pourrait être positivement perçue comme la traduction de l'approche de "compromis" pour l'élaboration d'un consensus en Europe sur l'orientation à donner au marché intérieur. <p><u>Relation to past and possible future initiatives</u></p> <p>L'initiative s'inscrit dans la foulée des diverses consultations, études et initiatives menées dans le secteur de l'économie sociale (depuis le livre blanc de la Commission en 1989 et les projets de statuts européen des coopératives, de la mutualité européenne et de la fondation européenne) et de la responsabilité sociale des entreprises.</p> <p>Elle arrive à un moment où la Commission réévalue le paquet Kroes-Monti dans le domaine des services sociaux d'intérêt général et va lancer une consultation sur les adaptations à apporter aux directives marchés publics pour, notamment, mieux prendre en compte les considérations sociales.</p> <p><u>Ex-post analysis of the existing policy</u></p> <p>A maints égards, les politiques actuelles et le cadre juridique existants sont en cours d'évaluation dans les différentes DG. La politique des marchés publics est en cours d'évaluation au sein de la DG MARKT, la politique en faveur des services sociaux d'intérêt général est en cours d'évaluation au sein de la DG EMPL, et à la DG ENTR, l'évaluation du statut de la société coopérative européenne est en cours, tandis que la politique dans le domaine de l'économie sociale au sens large fait l'objet d'un appel à projets "Social Innovation Initiative for Europe" (n°40/PP/ENT/CIP/10/E/N02C011)</p>

What are the main problems which this initiative will address?

Depuis l'achèvement – partiel – du marché intérieur, et malgré l'adoption de statuts européens pour les entreprises (société européenne, coopérative européenne), force est de constater que la plupart des entreprises "sociales" opèrent encore essentiellement dans un cadre national, voir local, et ne bénéficient pas du potentiel de croissance que le marché intérieur pourrait leur apporter.

A bien des égards, les entreprises sociales – en particulier celles de petite taille – rencontrent des difficultés à se mouvoir dans le marché unique. Leurs produits et services sont essentiellement adaptés à un marché local et elles sont peu prises en compte dans les échanges transfrontières. De plus, les entreprises qui développent des stratégies socialement ou écologiquement responsables ont du mal à les promouvoir au niveau européen en raison d'une grande diversité de dispositifs et labels "équitable".

Cela concerne pour l'essentiel l'accès à la commande publique, à la commande privée (notamment les pratiques commerciales déloyales) et l'accès au financement (bancaire et sur les marchés financiers)

Who will be affected by it?

Les entrepreneurs (agissant individuellement, dans des PME ou dans des grandes sociétés), qui mettent sur pied des projets très innovants sur le plan social, économique et parfois technologique. Sans nécessairement renoncer à une logique de profits, ces projets nés de la volonté d'une personne ou d'un groupe de personnes ont apporté des solutions créatives à des problèmes socio-économiques importants souvent causés par une situation d'exclusion (accès aux produits agro-alimentaires, accès au logement, accès aux soins de santé, accès au marché du travail, accès aux services bancaires, etc.). L'innovation apportée par ces nouveaux modèles génère un impact social et économique extrêmement positif pour toutes les parties prenantes (entrepreneurs, salariés, consommateurs, investisseurs et autres partenaires financiers, etc.)

L'initiative visera ainsi l'action de toutes les entreprises à but lucratif, aussi bien dans le secteur de l'économie sociale (redistribution du profit à leur membres – coopératives ou mutuelles) que les entreprises de droit commun (SA, Ltd, GmbH...) ayant un niveau élevé de responsabilité sociale.

En raison des objectifs d'intérêt général poursuivis à un titre ou à un autre par ces entreprises, c'est la société dans son ensemble qui bénéficiera de l'initiative. En effet, par son enracinement dans le tissu local et la mission qu'il se donne, l'entrepreneuriat social permet de renforcer l'économie réelle, tout en contribuant à la cohésion sociale, à l'employabilité, et à la réduction des déséquilibres géographiques.

(i) Is EU action justified on grounds of subsidiarity?

(ii) Why can Member States not achieve the objectives of the proposed action sufficiently by themselves? (Necessity Test)

(iii) Can the EU achieve the objectives better? (Test of EU Value Added)

Subsidiarity

Il n'existe pas de définition officielle ni de données harmonisées de façon suffisamment fiable au niveau européen, ce qui rend aujourd'hui difficile une observation efficace de ce secteur. Une action européenne est donc aujourd'hui nécessaire pour déterminer les critères qui pourraient permettre à une entreprise de se prévaloir d'un ou plusieurs labels de type "entrepreneuriat social européen".

La fragmentation du marché intérieur en matière de labellisation des entreprises et des fonds d'investissement sociaux et éthiques, ainsi que l'absence de reconnaissance mutuelle de ces certifications empêche de nombreuses entreprises sociales de bénéficier pleinement des atouts du marché intérieur. Les règles de la commande publique contenues dans les Directives marchés publics ne permettent pas aux pouvoirs adjudicateurs de jouer sur les critères de sélection pour réserver certains marchés à ces entreprises.

Necessity test

Une intervention est aujourd'hui nécessaire afin de rassembler de manière structurée les attentes et les demandes des Etats membres et des parties prenantes. La diversité des conceptions nationales et des outils statistiques ne permet pas de s'appuyer sur les seules données des Etats membres. Les démarches de soutien à l'entrepreneuriat social menées au niveau national, non coordonnées, ne permettent pas aux entreprises concernées d'inscrire utilement leur action dans un cadre européen, qui pourrait pourtant leur permettre de se développer.

Added Value test

Sans cette initiative, le programme de relance du marché intérieur risquerait d'ignorer le potentiel de développement socio économique de ces entreprises et leur apport à la construction d'une économie sociale de marché hautement compétitive. Le développement de ce secteur permettra de servir les objectifs de la stratégie Europe 2020 en "préservant et développant une base industrielle solide, compétitive et diversifiée", en promouvant "les modes de production favorisant une utilisation limitée des ressources naturelles", en "améliorant le taux d'emploi [par] l'acquisition de nouvelles compétences", et en "favorisant la cohésion économique, sociale et territoriale", notamment en encourageant "l'innovation sociale à destination des populations les plus vulnérables".

B. Objectives of the initiative

What are the main policy objectives?

L'objet de l'initiative est de présenter les projets en cours et tracer des prises de réflexion sur la base de la consultation menée dans le cadre du *Single Market Act*, en vue de faciliter l'essor et le développement de l'entrepreneuriat social en utilisant les leviers suivants :

1. l'accès des entreprises concernées aux marchés publics
2. l'accès à la commande privée en
 - améliorant la transparence sur la performance sociale des entreprises
 - lutter contre les pratiques commerciales déloyales en permettant aux socio-entreprises de faire valoir leur certification dans tout le marché intérieur
3. l'accès au financement pour les "socio-entreprises" en
 - améliorant le fonctionnement transfrontière des fondations (projet de fondation européenne)
 - facilitant l'accès aux marchés financiers
 - renforçant les véhicules d'investissements éthiques (pour les fonds de pension, "mesures d'incitation visant [...] l'investissement socialement responsable" comme annoncé dans le livre vert sur les retraites; labellisation éthique des véhicules d'investissement, voire création de fonds d'investissement européens type OPCVM à caractère social)
 - soutenant l'accès au crédit bancaire (extension des possibilités de micro-crédit ou fond de garantie européen, par exemple)

L'ensemble de ces mesures a vocation à être soumise à une brève consultation, éventuellement sous forme de livre blanc, l'initiative n'ayant pas pour objet d'engager la Commission sur des mesures spécifiques.

Do the objectives imply developing EU policy in new areas?

L'initiative pourrait annoncer des politiques nouvelles, en vue notamment:

- de la création d'un ou plusieurs labels d'entreprise sociale européenne (ou une meilleure coordination des labellisations existantes)
- de la modification de la directive sur les pratiques commerciales déloyales pour mieux soutenir

les dispositifs de responsabilité sociale et environnementale

- de la mise en place d'une "bourse" européenne dédiée aux entreprises sociales
- de la création de véhicules d'investissement spécifiques au niveau européen pour ces entreprises
- de l'extension du programme JEREMIE

C. Options

- (i) What are the policy options being considered?
- (ii) What legislative or 'soft law' instruments could be considered?
- (iii) How do the options respect the proportionality principle?

- (i) Voir section précédente "developing EU policy in new areas"
- (ii) Dans chaque domaine, diverses options de nature non législative mais aussi – si nécessaire – de nature législative, ainsi que différents types d'instruments (rapprochement des législations, de reconnaissance mutuelle ou de simple coordination des politiques nationales) seront étudiées.
- (iii) chaque action envisagée fera l'objet d'une évaluation de sa proportionnalité.

D. Initial assessment of impacts

What are the benefits and costs of each of the policy options?

Les coûts et bénéfices sommaires des options seront présentés dans le texte de l'initiative. Chaque mesure proposée fera dans un second temps l'objet d'une analyse d'impact détaillée.

Could any or all of the options have significant impacts on (i) simplification, (ii) administrative burden and (iii) on relations with other countries, (iv) implementation arrangements? And (v) could any be difficult to transpose for certain Member States?

(i) et (ii) les initiatives envisagées visent essentiellement à améliorer l'environnement des entreprises actives dans l'économie sociale ou ayant un fort engagement de responsabilité sociale. Une attention particulière sera accordée à limiter les charges administratives.

(iii) l'accès des entreprises de pays tiers répondant aux critères d'engagement dans le domaine social ou environnemental en Europe devra être garanti, afin de respecter les engagements internationaux de l'Union européenne et éviter toute forme de protectionnisme déguisé.

(iv et v) sans objet à ce stade

(i) Will an IA be carried out for this initiative and/or possible follow-up initiatives? (ii) When will the IA work start? (iii) When will you set up the IA Steering Group and how often will it meet? (iv) What DGs will be invited?

L'initiative constitue la première étape d'une analyse d'impact plus poussée des initiatives qu'elle contiendra. Les travaux seront conduits avec les DG ENTR, RTD, EMPL, ECFIN, BUDG, SJ et SG. Chaque action législative dans son domaine (marchés publics,...) fera l'objet d'une étude d'impact spécifique.

(i) Is any of options likely to have impacts on the EU budget above €5m?

(ii) If so, will this IA serve also as an ex-ante evaluation, as required by the Financial regulation? If not, provide information about the timing of the ex-ante evaluation.

Peu probable, compte tenu d'un contenu de l'initiative plus axé sur l'amélioration de l'environnement réglementaire que sur un soutien financier direct apporté aux entreprises concernées.

E. Evidence base, planning of further work and consultation

- (i) What information and data are already available? Will existing impact assessment and evaluation work be used?
- (ii) What further information needs to be gathered, how will this be done (e.g. internally or by an external contractor), and by when?
- (iii) What is the timing for the procurement process & the contract for any external contracts that you are planning (e.g. for analytical studies, information gathering, etc.)?
- (iv) Is any particular communication or information activity foreseen? If so, what, and by when?

- (i) Les informations et données statistiques du secteur sont souvent anciennes, parcellaires et non harmonisées. La détermination de critères de labellisation au niveau européen pourrait permettre de mieux évaluer le poids exact du secteur de l'économie sociale en Europe, bien que cela ne remplace pas le travail en cours piloté par la DG ENTR pour la détermination de comptes satellites.
- (ii) Des données complémentaires seront rassemblées dans le cadre des rapports produits pour l'appel à projets "Social Innovation Initiative for Europe" (n°40/PP/ENT/CIP/10/E/N02C011).
- (iii) na
- (iv) Des manifestations et conférences sont prévues en 2011, aussi bien dans le champ de la responsabilité sociale des entreprises que dans celui de "l'innovation sociale" (cf. appel à projets sur l'innovation sociale, ii ci-dessus).

Which stakeholders & experts have been or will be consulted, how, and at what stage?

Les travaux se fondent jusqu'à présent sur les études réalisées au niveau européen et national, et sur les contributions les plus récentes des organismes représentatifs de l'économie sociale et solidaire, des fondations et des entreprises sociales, notamment leurs contributions à l'élaboration de la stratégie Europe 2020.

L'initiative s'appuiera sur les contributions reçues dans le cadre du débat public mené à l'occasion du *Single Market Act*, dont elle constitue une des propositions-clé.

Des rencontres complémentaires avec des chercheurs et acteurs du secteur sont envisagées en amont de la production de l'initiative.